

ALAIN
BAUER

CNRS EDITIONS



**Qui est
l'ennemi ?**

Préface de Michel Rocard



« Sortir de la logique du prêt-à-penser anti-terroriste pour combattre un ennemi qui ne va plus de soi... »

QUI EST L'ENNEMI ?

Alain Bauer

QUI EST L'ENNEMI ?

Préface de Michel Rocard

Nouvelle édition
Postface inédite

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Alain Bauer est professeur de criminologie au
Conservatoire National des Arts et Métiers,
à New York et à Beijing.

© CNRS ÉDITIONS, Paris, 2015
ISBN : 978-2-271-09181-9

PRÉFACE

Homo Sapiens – nous – est très probablement la seule espèce animale vivante qui ne tue pas seulement pour manger. Elle est même la seule aussi qui tue fréquemment ses propres congénères.

Depuis leur origine, les hommes se sont donc beaucoup occupés de la violence. Les raisons de la pratiquer furent et demeurent multiples : le plaisir (duels, sacrifices, jeux mortels), la volonté d'arracher information ou propriété (torture), la cupidité, la méfiance et la peur, et surtout la volonté de domination.

Se défendre contre la violence ou l'exercer est donc une tâche permanente de l'humanité, que tous les peuples pratiquent, chacun un peu à sa manière. Mais absolument tous le font. L'imagination dans la création de l'outillage ad hoc est sans limite : l'histoire de l'armement est d'une invraisemblable richesse. Mais l'essentiel très tôt va se trouver résider dans la manière de faire...

Quelles que soient les langues et les couleurs de peau, les groupes d'humains affichent une réaction identique : notre peuple est bon, calme et pacifique. Neutraliser les rares délinquants est à la portée de petites équipes choisies par le chef. La vraie violence dangereuse est celle qui vient de l'autre, des autres, ces hordes d'hommes qui ont d'autres couleurs de peau, prient différemment et parlent d'autres langues. Pour traiter ce danger-là, il faut s'y prendre autrement : un groupe puissant, équipé et entraîné spécialement doit y pourvoir, commandé par le chef également, mais avec interdiction de s'occuper des affaires propres du peuple au sein duquel il est recruté. La distinction entre la police et l'armée est originelle, multimillénaire, comme l'est sa cause, la structuration de l'humanité en groupes distincts par la couleur de peau, la langue et les pratiques collectives.

Dans les deux cas, l'outillage spécialisé de l'institution, police ou armée, joue un rôle majeur. Mais l'essentiel tient aux procédures. Et lesdites procédures dépendent directement de celles de l'ennemi que l'on combat. Il faut donc les connaître. C'est en grande partie une tâche pour les spécialistes.

Les deux derniers siècles de notre histoire y font apparaître un concept nouveau : la démocratie. Celle-ci suppose que l'opinion publique de chaque communauté s'exprime et pèse sur les choix des dirigeants. Naturellement cela vaut pour la sécurité, pour le traitement de la violence.

Dès que des élus – les parlements – commencent à peser sur la composition des organes de gouvernance, la

Qui est l'ennemi ?

différence entre délits internes et conflits extérieurs est, si l'on peut dire, validée, solennisée, renforcée. La police y gagne en légitimité, en respect, ce qui contribue à l'amélioration de son efficacité. Et l'armée apparaît plus clairement comme un instrument collectif, cessant d'être un objet privé à la disposition du prince. La guerre elle-même change progressivement de statut : elle devient nettement une cause nationale échappant ainsi à la qualification de « résultat des caprices des rois ».

Plus de deux siècles se déroulent ainsi. Bien des monarchies absolues deviennent constitutionnelles, d'autres des républiques. Mais partout les opinions valident le fait qu'elles réclament une police efficace. Nous sommes dans la période de cristallisation de l'État-nation comme forme à peu près exclusive de l'organisation territoriale des hommes. Non seulement l'armée y a sa place, mais plus encore, associée partout au drapeau, elle devient l'expression visible de la souveraineté nationale, le support matériel de la fierté collective présentée d'abord sous la forme de la méfiance vis-à-vis de tout autre...

Derrière cette organisation et cette consécration symbolique des commandements, détails et modalités pratiques restent discrets. Les chefs font en gros ce qu'ils peuvent et ce qu'ils veulent. En outre, sur une très longue période, la violence planétaire exige et valide cette organisation. Les guerres sont nombreuses, légitimées. De timides tentatives législatives nationales ou même internationales tentent d'endiguer la violence des armées, et

d'en protéger quelque peu la population civile. La police, plus encore, est, essentiellement pour des raisons éthiques, soumise dans chaque nation à des contrôles et à un encadrement législatif détaillé.

Ainsi alla le monde pendant bien des décennies. Mais l'usage de la violence, lui, changeait de forme. Des armes plus puissantes tombaient entre les mains de délinquants. Le crime s'organisa de plus en plus et pris notamment une dimension internationale.

Puis émergea ce qu'il est convenu d'appeler le terrorisme. Pour des raisons idéologiques, parfois appuyées sur de très réelles situations socioculturelles – défense d'une identité ethnique ou linguistique – des hommes se groupent pour engager un combat. Cela commença comme amorce, puis comme appui à des guerres asymétriques : Indochine, Algérie. Très vite, l'on passa de l'attaque contre des combattants à la frappe de hasard contre des civils anonymes. Longtemps Algériens et Vietnamiens ne frappèrent que chez eux. Le terrorisme resta identifié comme national, et presque militaire. Puis il dériva, se mit à frapper n'importe où dans le monde. La distinction entre le national et l'international s'estompa, posant problème sur la distinction entre l'armée et la police.

De multiples évolutions, distinctes, se firent jour. La criminalité pure et simple se renforça. Des bandes s'organisèrent, certaines se spécialisant dans des trafics particuliers. Des liaisons s'établirent entre ces hommes et ces groupes. Les polices virent se multiplier champs d'intervention,

Qui est l'ennemi ?

modes de criminalité et armements. Elles s'y perdirent quelque peu... L'analyse des modes de criminalité se fit multiple et complexe. Il y fallut des spécialisations, militaires ou policières.

On vit aussi les terrorismes se familiariser avec l'usage des médias. Les motivations de leurs actes devenaient plus difficiles à comprendre, encore plus à prévoir.

Or il restait nécessaire pour la police de demeurer légitime, donc d'être comprise dans ce qu'elle faisait, même et surtout si l'opinion qui la jugeait ne savait pas grand-chose, et ne comprenait rien à ce qu'elle avait à faire.

L'habitude se prit donc, quel que fût le nouvel événement violent qui survenait, qu'il soit clairement terroriste ou pas, de le relier aux violences connues, légitimant ainsi des conduites répressives usuelles, connues de l'opinion et approuvées : une hiérarchie, un réseau, des hommes disciplinés, des motifs repérables, clairement assumés, voire même explicités aux yeux des assassins en cause. Bref, décrire un ennemi que l'on sache combattre.

Or cela fonctionne mal, ou pas. Dans les nouvelles formes toutes récentes de violence meurtrière autre que crapuleuse, rien ne « colle », rien ne rentre dans les catégories d'analyse du connu. Quant à anticiper, plus question.

Pourquoi un homme seul, apparemment normal, éduqué comme tout le monde décide tout à coup de se faire tueur, arguant d'un langage à prétention théologique que désapprouvent la plupart des croyants de la même foi et la plupart de ses clercs ? Mystère absolu.

Le livre que l'on va lire prend à bras le corps ce sujet. Il pourrait être considéré comme une épître à la police, une adresse de spécialiste pour des spécialistes. Ce serait bien sûr déjà utile. Mais c'est loin d'être l'essentiel. On a non seulement besoin que la police reste efficace, donc crée, quand ils manquent, les savoirs nécessaires. Mais on a encore plus besoin – l'appui principal au crime terroriste est celui des médias – que l'opinion publique tout entière comprenne ce qui se passe.

Tel est l'objet de *Qui est l'ennemi ?*. Fascinant récit des manques où conduit la vaine recherche de « l'ennemi qui nous convient », ce livre est une élucidation – comme telle en partie rassurante – de l'incroyable scénario qui se déroule. Il exhale l'espoir que, comprenant mieux, on préviendra et traitera mieux. Et le traitement du terrorisme, lui aussi, relève de la démocratie. Pour la préserver, il faut mieux comprendre. Il y a un devoir civique, pour un électeur, à assumer tout cela.

Bonne lecture, citoyen.

Michel Rocard,
Ancien Premier ministre

Durant des siècles, les guerres et les conflits étaient faciles à comprendre : une cause, un ennemi, une guerre. Tout était évident, prévisible. Il y avait une claire symétrie entre adversaires. L'ennemi était capable de négocier, d'établir des compromis, de se rendre. Tout était simple. Le terrorisme était, lui aussi, identifiable : tout était relié à Moscou ou à Washington. Quand les superpuissances du xx^e siècle souhaitaient que quelque chose se produise, s'interrompe ou s'arrête, les ordres étaient exécutés avec célérité. La chute du mur de Berlin mit un terme à ce système.

Au début des années 90, en effet, apparut une nébuleuse sans lien avec un quelconque État que les Occidentaux dénommèrent « Al Qaeda » mais qui s'identifiait en réalité comme le « Front Islamique pour le Jihad contre les Juifs et les Croisés », appellation moins « marketing » mais plus pertinente. Elle bouleversa les modes antérieurs du terrorisme, liés aux stratégies des superpuissances. Il ne fut plus nécessaire d'obtenir le soutien d'un État. Al Qaeda était un type d'organisation qui n'avait plus rien de commun avec des mouvements comme l'ETA, l'IRA, la RAF allemande ou les FARC colombiens.

La France a l'expérience du terrorisme depuis la Révolution de 1789. Elle a même inventé le terme, mais il est désormais temps d'examiner comment s'est déroulée la « Revolution In Terrorism Affairs » (pour reprendre une célèbre expression concernant la rénovation des stratégies militaires) depuis les années 90, de manière plus analogique que chronologique. Nous nous proposons de l'analyser pour comprendre comment l'ennemi, autrefois caractérisé, est devenu multiple et a bouleversé nos classements habituels.

Des attentats auxquels on ne s'attendait pas

Le 24 mai 2014, Mehdi Nemmouche, un Français d'origine algérienne, ouvrit le feu au musée juif de Bruxelles en Belgique, tuant quatre personnes. Le 30 mai, par le plus grand des hasards, il était arrêté par les douanes de Marseille dans un autocar rentrant de Hollande. Il avait passé plus d'une année en Syrie comme geôlier du groupe État Islamique, et semblait avoir été renvoyé en Europe en raison de ses violences contre certains otages dont la valeur semblait alors suffisamment grande pour qu'on ne « gâche » pas la marchandise...

Le 7 janvier 2015, les frères Said et Cherif Kouachi, Français eux aussi, organisèrent et réalisèrent l'attaque de *Charlie Hebdo*, assassinant onze personnes et en blessant onze autres au siège du journal, puis exécutant un policier arrivé à la rescousse. Le lendemain, Amedy Coulibaly,

Qui est l'ennemi ?

l'organisateur présumé de cette attaque, tuait une policière municipale, puis le 9 janvier quatre clients dans un hypermarché casher. Amedy Coulibaly est de plus soupçonné d'avoir tenté d'abattre un joggeur le 7 janvier dans la soirée et d'avoir également organisé un attentat à la voiture piégée le 8 janvier. Les trois hommes furent abattus par la police au cours de sièges durant lesquels ils cherchèrent la mort.

Le 13 novembre 2015, des commandos attaquent le stade de France à Saint-Denis, des cafés et la salle de concert du Bataclan dans Paris. D'autres se préparaient à des actions ailleurs.

Ces opérations combinées, montées depuis le Bruxellistan qui remplaça le Londonistan britannique, avaient des caractéristiques communes dont les origines sont connues depuis le prototype que fut Khaled Kelkal.

Hybridations rampantes

L'année 1995 fut marquée en France par une vague d'attentats de grande ampleur. Le 11 juillet, l'imam d'une mosquée parisienne était assassiné. Quelques jours plus tard, le 15, des coups de feu étaient tirés contre la police à Bron, près de Lyon. Puis, le 25, une bombe explosait dans le RER. Le 17 août, un engin explosif ravageait la place de l'Etoile. Le 26 août, une attaque contre un TGV échouait. Le 7 septembre, une bombe visait une école juive à Villeurbanne. Le 6 octobre, une bombonne de gaz explosait dans le métro

parisien. Le 17 octobre, nouvelle explosion dans le RER. Les empreintes digitales relevées sur la bombe du TGV permirent d'identifier Khaled Kelkal, immigré algérien vivant à Lyon. Il trouva la mort lors d'un affrontement avec les gendarmes qui tentaient de l'arrêter.

Kelkal fut le premier terroriste « hybride », c'est-à-dire mi-terroriste, mi-criminel, à être découvert en France. Né en 1971 à Mostaganem en Algérie, il arriva enfant avec sa famille à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue de Lyon. À l'adolescence, il devint délinquant. En 1990, Kelkal fut placé en liberté conditionnelle pendant quatre mois pour trafic de voitures volées. Quelques mois plus tard, il était arrêté pour des faits de piraterie routière et condamné à quatre ans de prison. C'est pendant son incarcération qu'il se lia avec des islamistes qui recrutaient des détenus pour des organisations radicales en Algérie.

Après sa libération, Kelkal fréquenta régulièrement la mosquée Bilal de Vaulx-en-Velin, dont l'imam, Mohamed Minta, était un fondamentaliste. En 1993, il se rendit en Algérie où il fut recruté par l'une des branches radicales du GIA (Groupe islamique armé) dirigée par Djamel Zitouni, dont l'objectif était de « punir la France ».

Un second groupe hybride apparut à peu près à la même époque : Lionel Dumont, ancien militaire engagé en 1992 qui s'était converti à l'islam après avoir servi dans les forces de maintien de la paix en Somalie. Après avoir pris le nom d'Abu Hamza, il rejoignit les moudjahidin bosniaques durant la guerre civile en ex-Yougoslavie. Rentré en France, il fut

accusé d'avoir été l'un des membres du gang de Roubaix qui avait tenté, sans succès, de faire exploser une bombe à l'occasion du sommet du G7 à Lille en mars 1996. Un autre membre du gang, Christophe Caze, était un étudiant en médecine français, lui aussi converti à l'islam et lui aussi combattant en Bosnie. Cette « cellule » qui comprenait des moudjahidin bosniaques débuta ses opérations criminelles en 1996 pour se doter des ressources financières nécessaires.

Le 8 février 1996, ils cambriolèrent un supermarché mais parvinrent à échapper à la police. Le 25 mars, huit membres du gang donnèrent l'assaut à un fourgon blindé, mais durent fuir avant de s'être emparés des fonds. Trois jours plus tard, ils placèrent à côté d'un commissariat de police à Lille une voiture contenant quatre bouteilles de gaz reliées à un détonateur. À la suite d'un dysfonctionnement de la bombe, l'explosion ne fit pas de victimes et, le lendemain, le RAID, l'unité anti-terroriste de la police, donna l'assaut contre le repère du gang. Après une intense fusillade, le toit de la maison s'effondra, quatre terroristes furent tués, deux officiers de police blessés. Les autres membres du gang parvinrent à s'enfuir, mais Caze fut abattu quelques heures plus tard par la police belge.

Pour la première fois, ces prototypes de terroristes hybrides étaient actifs en France. Hors de tout cadre habituel, ils n'avaient pas été repérés par les services de renseignement, et faute de série longue, on oublia vite ce qui les caractérisait. Ces attaques préfigurèrent les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. À cette différence près que

ces derniers furent conduits par de « purs » terroristes, sans passé criminel. La plupart des groupes terroristes des années 90 étaient, en effet, devenus totalement autonomes, liés seulement par une idéologie commune, mais sans revendication de territoires ou de souveraineté politique. Ils adhéraient à une mythologie née d'une interprétation radicale du Coran. Comme les attaques contre les ambassades américaines en Afrique (Tanzanie et Kenya en août 1998), contre un destroyer de l'US Navy au large d'Aden en 2000, ou celles au Pérou, au Pakistan, en Ouzbékistan, en Arabie Saoudite et en Europe l'ont montré, ces groupes réalisaient ou projetaient de réaliser des attaques spectaculaires dans le monde entier.

Les attaques du 11 septembre 2001, qui suivirent l'assassinat du Commandant Massoud en Afghanistan, démontrèrent ainsi la capacité des réseaux terroristes opérant au sein de la nébuleuse Al Qaeda à mener des attaques simultanées sur le sol américain. La conception générale de cette opération était l'œuvre de Ramzi Yousef, déjà organisateur de la première frappe contre le World Trade Center en 1993. Sa spectaculaire opération Bojinka (qui prévoyait le détournement et la destruction de nombreux avions) conçue avec son oncle Khalid Sheikh Mohammed, alors qu'ils se trouvaient aux Philippines, mettait en œuvre des méthodes terroristes qui s'étaient développées au Liban dans les années 80. La nature simultanée des attaques augmenta le niveau de risques mais n'impliqua pas un réel changement dans le *modus operandi*. Pour la première fois depuis l'émergence

Qui est l'ennemi ?

du terrorisme contemporain, le terrorisme d'État ou lié à une lutte pour la conquête d'un pouvoir sur un territoire ou une culture, donnait naissance à une entité obscure, animée d'une pensée radicale et théologique, concentrée sur un objectif unique – le royaume du Ciel sur la Terre – et inaccessible à toute forme de compromis par la négociation. Si Ben Laden n'alla pas jusqu'à établir un Califat, d'autres ont plus tard visé cet objectif.

La réponse du gouvernement français fut alors totalement différente de celle de 1996. La police et les services de renseignement parvinrent à démonter le fonctionnement, l'organisation, la stratégie et le *modus operandi* du réseau grâce au dispositif international et informel de coopération mis en place par le juge anti-terroriste Jean-Louis Bruguière.

Avertissements

Obnubilés par la nouvelle forme de terrorisme spectaculairement manifestée par les attentats du 11 septembre, les responsables politiques et policiers français ne surent pas voir qu'une hybridation avec le monde criminel était en cours en Occident. Les mises en garde ne manquaient pourtant pas.

Dès 2002, mon collègue Xavier Raufer publiait ainsi une note intitulée : « Crime organisé 1995-2002 : mafias, cartels, gangs terroristes » où il écrivait notamment : « *Le monde du crime a changé... Deux territoires de crimes,*

auparavant parfaitement distincts, le territoire « politique » d'un côté, le territoire « mafieux » de l'autre, se sont amalgamés en un seul. La fin du monde bipolaire a fait tomber plus d'un mur... D'autres séparations, notamment psychologiques, ont disparu. La représentation binaire du monde d'hier, l'Ouest contre l'Est, et la politique contre le crime, n'a plus aucun sens. Les acteurs "politiques" (mouvements de guérilla, milices, mouvements de libération nationale, groupes terroristes) et les acteurs de "droit commun" (crime organisé, groupes mafieux, cartels) qui, autrefois, agissaient chacun dans leurs territoires respectifs, se retrouvent aujourd'hui sur la même scène mondiale, obligés de muter rapidement ou de disparaître. »

Le réveil Merah

Il a fallu l'équipée meurtrière de Mohammed Merah pour que l'on prenne conscience qu'une nouvelle forme de terrorisme était apparue. Les faits : en mars 2012, quelques semaines avant les élections présidentielles en France, un parachutiste est tué à Toulouse. Le 15 mars, dans une seconde attaque dans un centre commercial de Montauban, deux soldats en uniforme sont abattus et un troisième sérieusement blessé. Le 19 mars, trois personnes, dont un enfant, sont tuées dans une école juive. L'auteur de ces meurtres est identifié comme Mohammed Merah, un Franco-Algérien de 23 ans, petit délinquant devenu terroriste islamiste. Merah s'en est pris à des militaires à cause de l'implication

DANS LA MÊME COLLECTION

- Régis Debray,
Le Dialogue des civilisations: un mythe contemporain, 2007.
- Jean Malaurie,
Terre mère, 2008.
- Pierre Nora et Françoise Chandernagor,
Liberté pour l'Histoire, 2008.
- Michel Maffesoli,
Apocalypse, 2009.
- Maurice Godelier,
Communauté, Société, Culture.
Trois clefs pour comprendre les identités en conflits, 2009.
- Henri Tincq,
Catholicisme: le retour des intégristes, 2009.
- Dominique Wolton,
Informer n'est pas communiquer, 2009.
- Alain Bauer, Xavier Raufer,
La face noire de la mondialisation, 2009.
- Esther Benbassa,
Être juif après Gaza, 2009.
- Michel Maffesoli,
Matrimonium, 2010.
- Jean-Robert Pitte,
Le génie des lieux, 2010.
- Hervé Gaymard,
Nation et engagement, 2010.

Maurice Godelier,

Les tribus dans l'Histoire et face aux États, 2010.

Philippe de Saint Robert,

Juin 40 ou les paradoxes de l'honneur, 2010.

Jean-François Sabouret,

Japon. La fabrique des futurs, 2011.

François Jost,

De quoi les séries américaines sont-elles le symptôme?, 2011.

Jean-François Sirinelli,

L'Histoire est-elle encore française?, 2011.

Emmanuel Pierrat,

Faut-il rendre les œuvres d'art?, 2011.

Pierre-André Taguieff,

Le nouveau national-populisme, 2012.

Jean-Pierre Machelon,

La laïcité demain – Exclure ou rassembler?, 2012.

Vincent Hugué,

Afrique, le mirage démocratique, 2012.

Christophe Jaffrelot,

Inde, l'envers de la puissance: inégalités et révoltes, 2012.

Bertrand Badie,

Quand l'Histoire commence, 2013.

Jacques Testart,

À qui profitent des OGM?, 2013.

Michel Wieviorka,

L'impératif numérique ou La nouvelle ère des sciences humaines et sociales?, 2013.